

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 18/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCAEL

3 Avenue Victor Hugo
28000 Chartres

Références : IC250626 - VAT 20250441
Code AIOT : 0010000377

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement SCAEL implanté Malbrosses 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection diligentée suite à un accident survenu dans la nuit du 05/10/2025 sur le site

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAEL
- Malbrosses 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000377
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement SCAEL situé à Lucé est un complexe céréalier soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160.

L'établissement est actuellement en cours de cessation totale d'activité.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 07/10/2025, article article R. 512-39-1	Mesures d'urgence	7 jours
2	Déchets - Prévention des pollutions	Code de l'environnement du 07/10/2025, article L. 541-7	Demande d'action corrective	30 jours
3	Modification apportée à une ICPE	Code de l'environnement du 07/10/2025, article R. 181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/10/2025, article article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à l'arrêt définitif et remise en l'état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article R. 512-39-1 du code de l'environnement :</u> I.- Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. [...]</p> <p><u>Article R 512-75-1 du code de l'environnement :</u> I. - La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la</p>

nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état. [...]

IV. - La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations déstockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V. - En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité. [...]

Constats :

Constat VI du 07/10/2025 :

L'inspection des installations classées a constaté que la sécurité du site n'est pas assurée, dans la mesure où une personne étrangère à l'établissement peut librement accéder aux installations. En effet, plusieurs brèches sont présentes dans la clôture, et une porte extérieure a été observée non fermée à clef, ce qui constitue une défaillance manifeste du dispositif de contrôle des accès.

Ces insuffisances matérielles se traduisent par des signes tangibles d'intrusions répétées : de très nombreux tags sont visibles sur plusieurs bâtiments, attestant du passage de personnes non autorisées et laissant supposer que le site pourrait faire l'objet d'occupations régulières et non encadrées.

Il est important de rappeler que **ces constats sont récurrents**.

Des observations similaires avaient déjà été faites lors de précédentes inspections, et un **incendie survenu le 28 août 2023**, d'origine malveillante, confirme que le défaut de sécurisation du site et expose directement les installations à des actes délictueux avec des risques graves pour les personnes, l'environnement et les biens.

L'exploitant a indiqué qu'une entreprise était intervenue le 30 septembre 2025 pour réparer la clôture, notamment par la pose de barrières Heras. Un devis (n° D-2025-09-250, signé le 26/09/2025) et une facture correspondante (n° F202500154) de la société ALTAIS ont été fournis pour justifier cette action.

Cependant, l'efficacité de ces travaux est manifestement insuffisante : lors d'un nouveau contrôle réalisé seulement sept jours après cette intervention, l'inspection a de nouveau constaté plusieurs détériorations de la clôture. Cette situation démontre que les mesures prises par l'exploitant ne permettent pas d'assurer durablement la protection du site, ni de prévenir les intrusions.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que :

- les tampons d'égouts et les plaques d'accès aux parties souterraines de l'installation ne sont plus présents, cela créant des trous béants dans le sol et des risques de chutes inhérents ;
- les fosses et les escaliers d'accès aux installations de manutentions des silos sont facilement accessibles. Ils ne sont pas protégés, car les portes et les vitres sont cassées ;
- les piézomètres sont facilement accessibles. Un acte malveillant pourrait avoir de grave conséquence sur la ressource en eau présente au droit du site.

Au regard de la persistance des intrusions, de la récurrence des constats d'accès non maîtrisés et de l'absence d'efficacité des réparations engagées, **il apparaît que l'exploitant est dans l'incapacité d'assurer la sécurité de son site**. Cette carence constitue une non-conformité grave aux obligations réglementaires de protection des installations classées, et expose potentiellement le site à des risques accrus d'incidents ou d'actes malveillants.

Conclusion :

- L'ensemble des installations n'est pas efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (passages possibles au travers de la clôture dont le grillage est cassé à plusieurs endroits).
- La mise en sécurité globale du site n'est pas assurée (tampons d'égouts et plaques d'accès aux installations souterraines absents / fosses et escaliers de manutentions facilement accessibles).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Déchets - Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/10/2025, article L. 541-7

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention et gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Article L.541-7 du Code de l'environnement :

I.-Les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des déchets tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :

1° La quantité, la nature et l'origine des déchets qu'elles produisent, remettent à un tiers ou prennent en charge ;

2° La quantité de produits et de matières issus de la préparation en vue de la réutilisation, du recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets ;

3° Et, s'il y a lieu, la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé pour ces déchets.

Ces informations sont déclarées à l'autorité administrative pour :

- a) Les déchets dangereux ;
- b) Les déchets contenant des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou contaminés par certaines d'entre elles ;
- c) Les installations d'incinération et de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
- d) Les installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet.

II.-Sans préjudice du I du présent article, les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des

<p>terres excavées et des sédiments tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :</p> <p>1° La quantité, la nature, l'origine de ces terres excavées et sédiments et leur destination ;</p> <p>2° Et, s'il y a lieu, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé. Sont concernés par le présent II les terres excavées et les sédiments dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet. Ces informations sont déclarées à l'autorité administrative à compter du 1er janvier 2021 pour :</p> <p>a) Les personnes qui produisent des terres excavées et sédiments ;</p> <p>b) Les personnes qui traitent des terres excavées et sédiments, y compris les personnes les utilisant en remblayage.</p> <p>III.-Les informations obtenues en application des I et II du présent article sont mises à la disposition des autorités de contrôle mentionnées à l'article L. 541-44 du présent code.</p> <p>IV.-Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État.</p>
--

<p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 07/10/2025 :</u></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la société ALTAIS disposait des clés du portail principal de l'exploitation et avait ainsi libre accès à l'ensemble du terrain et des bâtiments. L'employé de la société a précisé qu'une partie du terrain était louée à la SCAEL. Toutefois, ni l'exploitant ni la société ALTAIS ne connaissait précisément la délimitation de cette partie louée.</p> <p>L'inspection a pu constater un déchargement de matériaux notamment des enrobés issus d'un chantier situé à Gellainville, sur la zone connue par la société ALTAIS.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant ne semblait pas être au courant que les personnes stockaient des matériaux issus de chantier sur le terrain de son installation.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence de déchets non identifiés (quantité, nature, origine). - L'exploitant n'était pas en capacité de préciser à l'inspection la quantité, la nature et l'origine des déchets déversés et stockés sur son site. <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 30 jours</p>
--

N° 3 : Modification apportée à une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/10/2025, article R. 181-46

Thème(s) : Situation administrative, Modification apportée à une ICPE

Prescription contrôlée :

Article R. 181-46 du Code de l'environnement

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Constat VI du 07/10/2025 :

Le jour de la visite, l'inspection a pu constater un déchargement de matériaux notamment des enrobés issus d'un chantier situé à Gellainville sur la zone connue par la société ALTAIS. L'exploitant a précisé louer une partie de son installations à la société ALTAIS TP.

Par courriel daté du 08/10/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le bail contracté entre SCAEL et la Société ALTAIS signé le 15/04/2025 et ayant pris effet le 18/04/2025.

Ce document précise notamment que " *la société ALTAIS TP souhaite se porter locataire d'une partie du terrain cadastré AX311p pour une superficie de 1 275 m², afin d'y exercer son activité.* " et que " *les locaux loués devront être affectés par le Preneur [la société ALTAIS] exclusivement pour le stationnement de ses véhicules de chantier et l'installation d'un bungalow (à la charge et sous la responsabilité du preneur).* "

Or, toute **modification notable apportée à une installation classée (ICPE)**, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet, lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation, **doit être portée à la connaissance du Préfet**.

Conclusion :

- La société SCAEL n'a pas porté à la connaissance du Préfet cette modification de l'activité

présente sur son site situé à Lucé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours